

Débat d'orientations budgétaires

Alain BLANCHARD – groupe communiste

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Avant de rentrer dans le cœur du débat d'orientations budgétaires, je veux solennellement, devant cette assemblée, dire un mot des attaques politiques que nous adressent les plus hautes instances du Front national.

Nous sommes, Monsieur le Président, en bloc, à vos côtés. Et nous sommes fiers d'être au combat, en face du Front national qui nous cible.

Le Front national attaque le département de l'Oise, parce que nous sommes, et tous les élus communistes du département y ont pris une part toujours active, un élément de résistance et de combat des thèses démagogiques et mensongères qu'il développe.

Il prend pour prétexte une étude sociologique, pleinement justifiée afin de connaître les besoins de la population, mais nous ne sommes pas dupes. Cela relève d'une basse manœuvre politique.

Toutes ces plaintes déposées n'ont qu'un seul objet : servir la communication et les visées politiques de son Parti.

Avant-hier les journalistes qui qualifiaient ce parti « d'extrême-droite », hier la Ministre de la justice Christiane Taubira, aujourd'hui le Conseil général de l'Oise, tous ceux qui font acte de résistance active au Front national sont attaqués par lui.

C'est logique, et nous nous honorons d'être au combat contre eux.

Ce qui m'attriste, je le dis comme je le pense, c'est que la droite départementale ne se distingue pas en l'espèce du Front national, et que M. De Valroger soit au diapason des allégations mensongères contre notre territoire exprimées ces derniers jours dans la presse locale.

Je l'appelle à plus de vigilance et de prudence, mais je ne suis guère étonné compte tenu des déclarations récentes de M. Copé sur le droit du sol, qui sont un copié-collé des positions de Madame Le Pen.

De notre côté, nous savons qu'il n'y aura pas un membre de cette majorité pour céder un pouce au Front national, pas un seul!

Permettez-moi maintenant d'entrer dans le cœur de ce qui nous préoccupe aujourd'hui, et de trouver, des éléments de réponse à ce contexte de dégradation morale auquel nous sommes confrontés.

La réalité objective, les conditions matérielles objectives sont rudes pour la très grande majorité des français.

Les difficultés sont indéniables. Le niveau du chômage et des dégâts sociaux en attestent partout, et notamment dans mon propre canton où les salariés de *Still* et de *Goss* ont perdu leurs emplois.

Alors, face à cette situation j'entends les appels à l'optimisme. Je les entends et par certains aspects je les comprends. S'il y a des signes temporairement encourageants, liés notamment aux emplois d'avenir, il ne faut pas les nier.

Mais il ne faut plus cacher les difficultés rencontrées par nos concitoyens Isariens derrière ce volontarisme affiché.

Après une longue période de croissance zéro, la France entre très lentement dans une croissance molle. Ce regain de croissance est si faible qu'il est, à l'évidence, insuffisant pour redresser une conjoncture sociale qui, elle, reste gravement détériorée.

L'engagement d'inverser la courbe du chômage apparaît de plus en plus incertain, nous ne pouvons que nous inquiéter et déplorer les 64 000 demandeurs d'emplois de notre département.

Alors pourquoi en est-on là ?

Parce que le gouvernement conservateur allemand a réussi à nous imposer son propre modèle de soumission des politiques économiques nationales à des règles européennes, au service sans réserve de la grande Finance.

En conséquence, en 2014, le gouvernement a fait le choix, comme le rapport nous l'expose, de réaliser 15 milliards d'euros de dépenses publiques en moins. 6 milliards vont frapper la Sécurité sociale et 9 milliards seront supportés par les baisses de dépenses de l'Etat.

Cela s'ajoute aux 20 milliards de Crédit d'impôts aux entreprises, ainsi qu'aux 40 milliards de ponctions fiscales supplémentaires, notamment à travers la hausse de la TVA.

Ainsi depuis 2012, ce sont 75 milliards d'euros qui ont été retirés du circuit économique. Cette stratégie, c'est l'austérité. Cette stratégie, elle a échoué partout.

Faut-il rappeler une nouvelle fois que la dépense publique et la dette ce sont aussi les investissements en faveur de nos concitoyens pour l'emploi, le logement ; la santé, et les équipements publics.

Cette politique est un échec parce qu'elle a fait, globalement, le choix de l'austérité plutôt que celui de la réponse aux besoins de nos concitoyens et nous ne pouvons que soutenir l'idée d'un changement de cap au plus vite pour une politique de changement et de gauche.

Faut-il rappeler que la dette ne cesse d'augmenter et en particulier sous la pression des marchés financiers, entre 1980 et 2010, l'Etat français a versé 1 400 milliards d'euros d'intérêts aux marchés sur lesquels nous avons emprunté.

Sans les intérêts, la dette publique serait aujourd'hui d'un peu plus de 195 milliards contre 1 800 milliards d'euros actuellement. Nous soutenons la proposition d'un audit citoyen pour en dégager la partie illégitime.

Non il ne faut pas renoncer à construire autre chose. Des politiques qui ne renoncent pas à réduire vraiment les inégalités mais qui au contraire font une priorité de leur réduction.

Peut-être y a-t-il un début de réponse dans les politiques menées par les collectivités territoriales, et par notre majorité ici.

C'est l'orientation que vous proposez M. le Président, maintenir dans ce contexte d'austérité une politique de Service public de proximité utile à nos concitoyens au territoire et à l'emploi.

Pourtant, les attaques démagogiques contre les collectivités territoriales se multiplient.

Comment ne pas dire un mot à cet égard des coupes budgétaires dans les dotations aux collectivités : elles vont assécher les finances locales. Un milliard cinq cent millions de moins pour les territoires en 2014 et autant en 2015.

Ces moyens contraints, nous les condamnons fermement. Ils conduisent parfois injustement les départements à concéder au privé des missions qui relèvent du Service public.

Pourtant les collectivités territoriales, et particulièrement les départements, et le département de l'Oise en l'occurrence, jouent un rôle positif dans la vie des populations et pour les territoires.

Nous sommes toutes et tous, dans la majorité, rassemblés sur ce point et indivisibles quant à notre volonté de le défendre, ainsi que le partenariat qui l'unie à la commune.

De ce point de vue, les élu(e)s communistes soutiennent pleinement la volonté de maintenir la collectivité dans un rôle de bouclier territorial, social, et en dernier ressort humain.

Nous approuvons également la volonté de développer le Service public, et sa proximité, pour l'adapter aux besoins nouveaux des habitants. Nous soutenons toutes les politiques qui dotent notre collectivité d'outils publiques de développement, comme notamment le Syndicat du très haut débit.

Cette politique, nous voulons la continuer. Nous voulons la développer, parce qu'elle est utile et efficace !

C'est pourquoi il faut engager une bataille pour que vive le Département, actuellement vivement contesté dans son existence par les libéraux, la Cour des comptes, Bercy et le MEDEF. Cette bataille le réseau des élu(e)s communistes l'a engagée, et l'a initiée, il faut la poursuivre alors que le Président du MEDEF propose de supprimer les communes et les départements.

En pleine conscience car nos territoires sont devenus, en dernier ressort, dans ce contexte de démantèlement de l'Etat, les lieux où l'action a encore un sens, grâce notamment au maintien de la clause de compétence générale.

Il faut en mesurer l'importance du service public local, car ce qui mine les gens, actuellement c'est bien entendu la baisse du niveau de vie, le chômage et les perspectives sombres, mais c'est aussi le sentiment d'impuissance.

En affirmant le département comme un acteur majeur du développement du territoire et des services publics, comme nous le faisons, on répond à l'appui des moyens et des compétences qui sont les nôtres à ce sentiment d'impuissance.

La France a des atouts : le niveau éducatif moyen a progressé, l'émancipation des femmes se poursuit et s'accélère, et la fécondité sans distinction des classes sociales atteint un niveau plus que raisonnable.

Il faut s'appuyer sur ces atouts, et pour les développer faire aussi confiance aux territoires.

C'est le sens nous semble-t-il M. le Président, de ce DOB, pour lequel vous avez le soutien du groupe communiste.